POLITISATION ET DÉPOLITISATION DU TRAVAIL DANS L'ENTREPRISE CONTEMPORAINE ET AU-DELÀ / POLITICIZING AND DEPOLITICIZING WORK IN THE CONTEMPORARY FIRM AND BEYOND

Organizer(s)
Jean-Michel Bonvin
Université de Genève

Nicola Cianferoni
Université de Genève, Université de Neuchâtel

Aris Martinelli
Université de Genève

Contact: nicola.cianferoni@unige.ch

Email address for abstract submission: nicola.cianferoni@unige.ch

CALL FOR ABSTRACTS

Aujourd'hui, dans un contexte de changements socio-économiques importants, la relation de travail qui s'est affirmée après la Seconde Guerre mondiale connaît des évolutions majeures. Des enjeux comme la précarisation de l'emploi et des conditions de travail ainsi que le nombre croissant des *working poors* se posent de manière plus aiguë. À cela, s'ajoutent des enjeux nouveaux comme le brouillage des frontières spatio-temporelles entre vie professionnelle et vie privée. Ces enjeux échappent souvent aux mécanismes de la négociation ou de la délibération collective, ils sont alors le reflet d'une dépolitisation de la relation de travail. Cependant, on observe aussi des mouvements de réaction visant à repolitiser le travail : ils s'organisent parfois autour d'objets nouveaux et mobilisent aussi des acteurs nouveaux. Ces phénomènes de repolitisation du travail connaissent une ampleur différente suivant les secteurs économiques et les pays. Cet atelier veut mettre en débat cette question de la dépolitisation et repolitisation du travail dans le contexte actuel, pour en saisir l'ampleur et en repérer les enjeux et les acteurs. L'atelier s'articulera autour de trois axes.

Axe 1 : Syndicats et associations patronales sont-ils toujours les acteurs privilégiés de la politisation du travail ?

La négociation collective a pendant longtemps donné un cadre à la politisation du travail. Des acteurs légitimes se sont affirmés dans ce processus : d'un côté, les syndicats et les comités d'entreprise ; de l'autre, les employeurs et leurs associations; avec un rôle joué par l'État dans les instances tripartites de régulation du marché du travail. La décentralisation de la négociation collective, l'émergence de nouveaux secteurs peu ou pas syndiqués comme l'économie collaborative, etc. semblent toutefois mettre en question la centralité de la

négociation collective. Les organisations patronales et syndicales jouent-elles toujours un rôle primordial dans la politisation et la dépolitisation du travail dans le contexte contemporain ? Assiste-t-on à un changement du rôle de l'État ?

Axe 2 : Quelle place pour la politisation du travail à l'heure de l'internationalisation de l'économie ?

Le travail salarié s'articule de plus en plus autour de processus de production transnationaux. Ceux-ci se caractérisent par une dispersion géographique et une intégration fonctionnelle de la production, qui impliquent un approfondissement de la division du travail à l'échelle internationale. Les firmes transnationales actives dans les chaînes mondiales de valeur assument ainsi un rôle de plus en plus important dans la définition des conditions de travail et de l'emploi, ce qui implique aussi une déconnexion avec les acteurs traditionnels de la négociation collective qui restent pour l'essentiel basés à l'échelon national. De quelle manière l'internationalisation de la production transforme-t-elle les formes traditionnelles de l'action et de la représentation collectives ? Quelle est la place pour la politisation du travail à l'échelon de l'entreprise lorsque la production s'internationalise ?

Axe 3 : Quelles opportunités de repolitisation du travail sont ouvertes par les nouvelles mobilisations ?

Quand un déséquilibre s'installe entre les besoins individuels et les exigences de la production, des tensions peuvent apparaître si les arrangements n'apparaissent plus satisfaisants aux yeux des salariés. Ces tensions peuvent déboucher sur diverses mobilisations, à divers échelons (entreprise, secteur, société, etc.), dont le but consiste à repolitiser la relation de travail. Quelles sont les nouvelles formes de mobilisation qui visent à repolitiser le travail, mais aussi les nouveaux clivages qui émergent dans ce contexte ? L'entreprise demeure-t-elle le lieu central de ces luttes? Peut-on observer l'émergence d'espaces et d'acteurs nouveaux?

Une publication des communications pourra être envisagée.

English

The employment relation that emerged after World War II has undergone significant transformations in the present context of deep socioeconomical changes (transnationalization of capital, economic crisis, digitalization, etc.). Phenomena such as job precariousness, difficult working conditions and the increasing number of working poor become more relevant. In addition to this, the spatio-temporal boundaries between professional and private life are increasingly blurred. These challenges are sometimes tackled via individual arrangements, e.g. about the working time, in such cases a "depoliticizing" of work can be observed. However, counter-processes of "politicization" are also taking place in case of reactions – such as resistances or mobilizations – aimed to negotiated more broadly and collectively the issues linked with the employment relation. Those reactions can involve new actors and their scope depends on the country and/or the economic sector. This workshop questions the extent of such politicizing and depoliticizing processes in order to grasp their size, the issues and the involved actors. The workshop will be structured around three axes.

Axis 1 : Are trade-unions and employers' organizations still the main sources of politicization in the world of work?

For a long time, collective bargaining between trade-unions and employers' organizations framed the politicizing process of the world of work. Several legitimate actors were involved in this process: trade-unions and employee representative committees, business corporations and employers' organizations as well as the state in the frame of tripartite bodies. Nonetheless, the devolution of collective bargaining at firm-level and the emergence of new and less unionized economic sectors seem to undermine the traditional employment relation. What dynamics are going on in terms of politicising and depoliticising work and employment relations at firm and sector level? Do the trade-unions and the employers' organizations still play a major role in those processes? Is the state playing a new part in the employment relation?

Axis 2 : What kind of politicization of work take place in a globalized economy?

The employment relation takes place increasingly at the international level in the frame of a new international division of labour. The multinational and transnational companies active in Global Value Chains (GVC) seem to have increased impact on the creation of jobs and the definition of working conditions. This implies a disconnection between such companies and the established actors of the employment relation which are based mainly at local and national level. In which way does the internationalization of the labour process transform the traditional forms of collective bargaining? How can a politicizing of work take place when the production is internationalized?

Axis 3: Which mobilizations can lead to a repolitization of work?

When individual arrangements do not longer allow a balanced employment relation (i.e. possibility to combine individual needs and the requirements of the production), tensions can emerge in the frame of the labour process. These tensions can lead the actors to mobilize themselves collectively or individually for changing the balance of power between actors inside the firms, but also beyond them. Which mobilizations lead to a repolitization of work? Are the firms still the main places of those struggles? Are new actors and spaces emerging?

A publication may be considered according to the communications.